

des dicastères librisme



Les nouveaux venus, la Verte Natacha Litzistorf (1re depuis la g.), matiquement des services de leurs prédécesseurs. ODILE MEYLAN

tie de ses services. Très probablement pour récupérer la Culture, dicastère typique du «rayonnement» de la ville.

La Police pour le PLR?

Mais à qui partira, du coup, la gestion de la Police? Il se dit de toutes parts que la gauche souhaite «refiler la patate chaude» au seul représentant de la droite, le PLR Pierre-Antoine Hildbrand. Hier, dans le cadre de la conférence de presse sur le

bilan de la criminalité 2015 dans le canton de Vaud et à Lausanne, la question était posée à l'intéressé; les bons chiffres lausannois incitent-ils Grégoire Junod à conserver le Service de la police? Réponse: «Vous le saurez d'ici fin avril!» Mais il ne reste plus grand monde pour y croire.

Le *no comment* règne. Pas question, pour l'heure, de dévoiler ce qui se trame. Mais il est sûr que les élus ont un joli casse-tête chinois devant eux.

Au Vallon, La Terrasse continuera d'offrir refuge et écoute aux toxicos

Lausanne

La structure d'accueil pour dépendants a donné satisfaction. Elle est pérennisée par la Ville

La Terrasse restera ouverte. La Ville de Lausanne a décidé de pérenniser le lieu d'accueil de jour situé au Vallon et dédié aux personnes toxico-dépendantes. Les résultats de l'expérience pilote menée depuis février 2014 sont très encourageants. «La consommation des bénéficiaires diminue, de même que les risques associés», commente Nicolas Pythoud, directeur de la Fondation Accueil à Bas Seuil (ABS) qui gère la structure. Il s'agit aussi d'une porte d'entrée vers le réseau médico-social car il est plus simple de se présenter à La Terrasse plutôt que dans une structure médicale. Sur place, une psychologue assure une permanence alcoologique et psychothérapeutique et peut réorienter les consommateurs vers le réseau de soins.

«Les usagers se soucient réellement de leur santé et sont preneurs des prestations proposées», ajoute Jean-Bernard Daepfen, chef du service d'alcoologie du CHUV qui a évalué le projet. Nous ne pouvons pas dire que La Terrasse soigne, mais force est de constater que les gens ont tendance à aller mieux. Et de mettre en avant le choix d'un lieu qui tolère l'alcool plutôt que de miser sur le sevrage total. «Il fallait un lieu différent. Beaucoup de marginaux refusaient de fréquenter les structures existantes car ils ne parvenaient pas à abandonner leur canette à l'entrée», appuie Nicolas Pythoud.

La fréquentation mensuelle oscille entre 1000 et 1200 personnes depuis mars 2014. En grande majorité des hommes.



La Terrasse tolère la consommation d'alcool. Une manière d'encourager les marginaux à pousser la porte sans pour autant les inciter à boire. PHILIPPE MAEDER

Une absence de mixité qui ne reflète pas la réalité en matière de dépendance et sur laquelle les responsables entendent travailler.

Alors que le Canton avait largement financé la reconstruction et l'ouverture de La Terrasse, son fonctionnement annuel sera désormais inscrit au budget communal pour un montant de 720 000 francs. «La Ville entend ainsi s'engager sur les quatre piliers définis par la Confédération, à savoir la préven-

tion, la réduction des risques, la thérapie et la régulation», affirme Oscar Tosato, municipal chargé de la Cohésion sociale.

En partie reconstruite par une soixantaine de bénéficiaires, La Terrasse se veut complémentaire de l'Espace, structure à destination des populations précaires. Les deux lieux sont désormais pérennisés et le financement de l'Espace également inscrit au budget communal à hauteur de 775 000 francs.

Romarc Haddou

Pour un local d'injection

● Défendu par Oscar Tosato, le principe d'un local d'injection pourrait revenir rapidement dans les débats. «Un projet sera présenté durant la prochaine législature mais il faut attendre que tous les acteurs sociaux concernés discutent et tombent d'accord», explique le municipal. Encore une fois, l'idée d'une complémentarité

entre les lieux d'accueil est soulignée. «Nous devons nous appuyer sur le projet de La Terrasse qui est né car il y avait une demande chez les usagers», poursuit Oscar Tosato. C'est le cas également pour le local d'injection. Nombre de bénéficiaires souffrent de polyaddictions, et ils sont tout à fait favorables à une telle structure. R.H.

Succès de la pétition pour le Festival de la Cité

Lausanne

En un week-end, mille personnes ont signé pour le maintien de la manifestation en ses vénérables murs

La mobilisation est en marche pour assurer que le Festival de la Cité réintègre son antre traditionnel une fois les travaux du quartier terminés. La pétition lancée vendredi dernier sur Internet a dépassé hier après-midi les 1000 signatures. Julien Sansonnens, ex-élu POP, se fait le porte-parole du mouvement Sauvons le Festival de la Cité et lance une série de propositions. Il demande le retour de la manifestation dès 2017. Au cas où les travaux devaient se poursuivre, le mouvement propose une scène à la place de la Riponne, très proche du site.

1069

C'est le nombre de signatures que la pétition en ligne pour le maintien du Festival de la Cité à la Cité comptait hier en début de soirée

Il demande aussi de réorienter le festival et la «fin de toute volonté d'expansion du Festival. Fin de tout gigantisme. Réflexion sur l'opportunité de maintenir la grande scène.» Côté programmation, il est demandé de se concentrer sur les arts de rue et les performances. Sur le front politique, le mouvement souhaite que le débat soit porté au Conseil communal. Et que la population soit consultée «sous une forme à définir». C.I.M.

Les fronts pourraient se durcir suite aux élections

Prilly

La future majorité de gauche à la Municipalité promet de préserver la collégialité. La droite ne cache pas sa défiance, même si elle garde la syndicalité

«Mais bien sûr que je vais me représenter!» Syndic PLR de Prilly, Alain Gillièron a beau accuser le coup d'une Municipalité qui vire à gauche, il n' imagine pas encore passer la main à la tête de l'Exécutif.

Du côté de l'Alliance rose-verte, qui aura trois municipaux sur cinq dès le mois de juin, aucune décision formelle n'a encore été prise quant à la syndicalité. Mais l'esprit n'est pas conquérant: «Il n'y a pas forcément de volonté de remettre la place d'Alain Gillièron en question», estime Alain Gillièron, qui pourrait donc être désigné tacitement après avoir passé douze ans déjà à la syndicalité.

«On a toujours été dans un esprit collégial, et ça va continuer», estime Michel Pellegrinelli, socia-

liste sortant, réélu dimanche. Lui ne prédit pas de bouleversement dans le fonctionnement de la Municipalité, mais plutôt un certain nombre d'inflexions. «Dans le domaine de la petite enfance, par exemple, les choses n'ont jusqu'ici pas avancé aussi rapidement que nous l'espérons.»

Et sur les grands dossiers comme le développement du quartier de Malley? «La discussion pourrait être un peu plus musclée sur le type d'appartements que nous voulons. On va tendre vers plus de logements à loyers modérés, mais nous avons tout de même peu de levier. On ne va pas tout révolutionner, et ce n'est pas l'objectif.» Sur ce point, les Verts semblent assez d'accord. Maurizio Mattia avance que la population mériterait d'être mieux informée sur ce type de projets mais, sur le fond, il ne note par exemple qu'il n'a rien contre les tours: «Si on veut densifier, cela permet d'avoir plus d'espace au sol.»

Les assurances de la gauche doivent encore convaincre le camp d'en face: «Si certains dossiers deviennent difficiles, la droite, qui est maintenant majoritaire au Conseil communal, va batailler plus fort. Avec un rapport de 40 contre 35, je vous laisse imaginer les débats», prévient Alain Gillièron.

Chloé Banerjee-Din

Une nouvelle affaire Krieger touche l'UDC

Lausanne

L'ancien président de l'UDC Lausanne affirme avoir été agressé en représailles à l'éviction de Claude-Alain Voiblet. Il pointe du doigt des jeunes membres du parti

Daniel Krieger, ex-président de la section lausannoise de l'UDC, affirme avoir subi un passage à tabac. Des blessures au front, à la mâchoire et des hématomes: les photos de Daniel Krieger publiées dans *Le Matin* d'hier et sur une page Facebook (Les bonnes histoires de la politique suisse) laissent peu de doutes quant à ses douleurs. Très contesté et évincé par son ancien parti, Daniel Krieger accuse «un jeune élu UDC de la région», qu'il dit avoir reconnu «à ses yeux et à sa voix». Les Jeunes UDC vaudois, eux, répondent par la dérision.

Selon la version de Daniel Krieger, l'agression se serait déroulée au soir du 13 mars. Trois personnes, encagoulées et coiffées de capuches, l'auraient attendu pour le tabasser. Cette agression serait liée à sa proximité avec l'affaire des affiches. Celle-ci constitue le socle de l'éviction prononcée contre Claude-Alain Voiblet par le Comité central de l'UDC Vaud. «Je

ne comprends pas, je n'ai pourtant pris la place de personne, dit Daniel Krieger. Mais ça reste une affaire politique.»

Secrétaire général du parti cantonal, Kevin Grangier indique, si l'histoire est avérée, les membres incriminés seront exclus. «J'attends un dépôt de plainte, dit-il. Ensuite on devrait vite avoir des nouvelles, puisqu'il dit avoir reconnu l'un des auteurs.»

Une enquête devrait permettre d'en savoir plus, Daniel Krieger affirmant avoir déposé une plainte hier «par lettre recommandée auprès du ministère public».

Du côté des Jeunes UDC vaudois, il semble que l'enquête a avancé au pas de charge. «Nous avons identifié le prétendu agresseur, qui nie tout en bloc», indique leur président, Yohan Ziehli. Les jeunes politiciens n'ont d'ailleurs pas tardé à réagir sur les réseaux sociaux, comme sur Twitter avec le hashtag «CréeTonAgressionUDC», accompagnés de scénarios d'improbables agressions. «Ses accusations sont graves et nous y répondons par la dérision», explique Yohan Ziehli, qui indique avoir connu Daniel Krieger. Il est convaincu que la plainte déposée est tout aussi fantasmée que son passage à tabac. A.DZ

Lausanne



Pour clore la 10e Semaine d'actions contre le racisme, organisée par le Bureau lausannois pour les immigrés, 456 personnes ont pris place dans et autour de la fontaine de la Palud ce lundi. Un clin d'œil au thème 2015, qui était «Pas de place pour le racisme». L.A.